



ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

Colombie

Question écrite n° 17242

Texte de la question

M. Jacques Remiller attire l'attention de M. le ministre des affaires étrangères et européennes sur les graves risques auxquels sont exposés les milliers d'otages de la guérilla marxiste en Colombie. Récemment, un otage qui a pu s'échapper a permis d'obtenir quelques informations quant aux conditions de détention des otages. Alors que des négociations étaient en cours, à l'initiative de la France, de l'Espagne et de la Suisse, entre le haut commissariat pour la paix et les FARC, en vue d'un échange humanitaire entre des rebelles, des FARC emprisonnés en Colombie, contre un certain nombre de personnalités, le président colombien a mis un terme à ces négociations et aurait envisagé une libération des otages par des moyens militaires, engendrant ainsi des risques très graves pour la vie des otages. La France ayant marqué son hostilité à toute opération de sauvetage des otages par la force, il lui demande de lui indiquer les moyens concrets envisagés par le Gouvernement, le cas échéant au sein du Conseil de sécurité des Nations unies, pour permettre une libération rapide des otages des FARC.

Texte de la réponse

Le sort des otages en Colombie dont notre compatriote, Ingrid Betancourt, et la recherche de leur libération sont une priorité majeure du Gouvernement français. Le Président de la République a, dès le 6 mai, souligné toute l'importance qu'il accordait à ce sujet. Il s'est notamment entretenu à de nombreuses reprises de cette question avec son homologue colombien, le Président Alvaro Uribe, et avec le chef de l'État vénézuélien, M. Hugo Chavez. La diffusion, le 30 novembre dernier, de preuves de vie de 16 otages en Colombie, parmi lesquels notre compatriote, Ingrid Betancourt, a causé un choc profond dans l'opinion publique internationale. La lettre de Mme Betancourt à sa mère est bouleversante. Les libérations, le 10 janvier dernier, de Mme Clara Rojas - ancienne directrice de campagne de Mme Betancourt - et de Mme Consuelo Gonzalez de Perdomo puis celles, le 27 février, de Mme Gloria Polanco et de MM. Beltran, Gechem et Perez ont engendré une immense émotion, en Colombie et dans le monde. Mme Gonzalez et M. Perez ont été reçus par le Président de la République et le ministre des affaires étrangères et européennes lors des dernières semaines. L'état de santé de notre compatriote a démontré qu'il fallait très vite prévenir l'irréparable. Il s'agit d'une femme à bout de forces. Ses conditions de détention sont intolérables. C'est la raison pour laquelle le Président de la République a décidé, le 1er avril, d'adresser un nouveau message à Manuel Marulanda, chef de la guérilla, et aux commandants des FARC, pour exiger la libération de Mme Betancourt et des otages les plus affaiblis. Il s'agit d'une situation d'urgence humanitaire absolue. Il convient de mettre un terme au drame que vivent les séquestrés - pour certains depuis plus de dix ans - et d'apaiser les angoisses de leurs familles. C'est animé de cette même volonté que le chef de l'État a décidé, en accord avec nos partenaires espagnols et helvétiques, d'envoyer une mission humanitaire en Colombie. Nous regrettons vivement la décision du secrétariat de l'état-major des FARC de rejeter cette mission. Notre détermination et notre mobilisation en faveur de la libération des otages restent intactes.

Données clés

Auteur : [M. Jacques Remiller](#)

Circonscription : Isère (8^e circonscription) - Union pour un Mouvement Populaire

Type de question : Question écrite

Numéro de la question : 17242

Rubrique : Politique extérieure

Ministère interrogé : Affaires étrangères et européennes

Ministère attributaire : Affaires étrangères et européennes

[Date\(s\) clé\(e\)s](#)

Question publiée le : 19 février 2008, page 1306

Réponse publiée le : 6 mai 2008, page 3790